

efficacité, il doit pouvoir compter sur la formation nécessaire. L'industrie reconnaît qu'elle se doit, au besoin, d'aider ses employés à s'adapter à de nouvelles tâches spécialisées.

48. Il est indispensable que l'on continue à faire comprendre aux jeunes d'âge scolaire, ainsi qu'à leurs parents, ce que le monde du travail exige dans une économie dominée par une technologie en pleine évolution. Lorsqu'une aussi vaste proportion de nos jeunes gens qui fréquentent les écoles ne se rendent pas compte des difficultés qu'ils devront affronter s'ils se présentent sur le marché du travail avec une formation insuffisante et un manque d'adaptabilité, des pertes économiques et sociales en sont le prix.

49. Il serait donc sage de prendre des mesures qui aideraient le public à mieux saisir l'importance de la formation professionnelle. Il est vraiment regrettable que ce genre de formation spécialisée soit considéré comme un pis-aller. La nécessité s'impose de modifier cette conception pour répondre aux exigences de l'avenir, surtout parce qu'il faudra des esprits éclairés et ouverts, capables de profiter de cette formation qui a remplacé presque partout l'ancien système d'apprentissage. Beaucoup d'étudiants s'apercevraient que la formation professionnelle convient admirablement à leurs aptitudes et leur fournirait les chances d'emploi qu'ils recherchent. Cependant, des mesures doivent être prises pour changer l'attitude présente à l'égard de ces cours afin qu'on les considère à leur juste valeur.

Impôts:

50. Le Canada est un pays très lourdement taxé, en dépit du faible chiffre de sa population. Le fait que l'imposition totale, fédérale, provinciale et municipale, en 1959, représentait 33.1 p. 100 du revenu national le prouve abondamment. Nous occupons une position intermédiaire parmi les pays sur lesquels nous possédons des renseignements à ce sujet. On peut se reporter à ce sujet aux délibérations du comité spécial de la main-d'œuvre et de l'emploi, séance du 25 janvier 1961.

51. Le haut niveau de l'impôt sur le revenu des sociétés nuit sans doute à notre économie. Ces impôts ajoutent au prix de revient du produit fini, puisqu'ils sont inclus dans le coût de tout le matériel, des pièces et autres produits que le fabricant achète, et qu'il en résulte une hausse croissante des prix. Par conséquent, il devient plus difficile pour le fabricant canadien de soutenir la concurrence étrangère. Les impôts élevés des sociétés nuisent également à notre économie, puisqu'ils réduisent les fonds disponibles pour l'achat d'outillage moderne et pour l'expansion des industries.

52. Les taux de l'impôt sur le revenu des sociétés sont à peu près égaux à ce qu'ils sont aux États-Unis et au Royaume-Uni. Voici quels sont les taux maximums de l'impôt exigé sur les profits des corporations par les gouvernements centraux des principaux pays industriels, comparés aux taux canadiens:

	Taux de l'impôt maximum sur les profits distribués comme dividendes, payés et retenus par les sociétés	Taux maximum de l'impôt exigé à l'égard des profits non distribués des sociétés
États-Unis	52	52
Royaume-Uni	51.25	51.25
Japon	50.90	45.44
Canada	50	50
Allemagne	42.58	51
Italie	20	20

(Source: Lettre mensuelle de la *First National City Bank*, New-York, janvier 1961, p. 7)